



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20250428-lmc1382534-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 29 avril 2025
Date de publication : 29/04/2025

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 28 AVRIL 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
OBJET DE LA DECISION		
N° 25/257		
AVENANT DE RESILIATION D'UN CONTRAT DE GARANTIE D'USAGE - PORT DU BRUSC - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/257

BUREAU DU 28 AVRIL 2025

**O B J E T : AVENANT DE RESILIATION D'UN CONTRAT DE
GARANTIE D'USAGE - PORT DU BRUSC -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des Transports,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le décret n°2023-1231 du 21 décembre 2023 portant diverses dispositions en matière portuaire et, notamment, son article 3 relatif aux garanties d'usage dans les ports de plaisance,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n°24/12/349 du Conseil Métropolitain du 19 décembre 2024 approuvant la mise à jour du Règlement Général d'Exploitation des ports en régie de la Métropole TPM, et, notamment, son chapitre 2 - Section 1 portant sur les règles propres aux garanties d'usage,

VU la délibération n°24/11/285 du Conseil Métropolitain du 29 novembre 2024 approuvant les tarifs d'outillage public et des redevances de stationnement et d'amarrage applicable en 2025 dans le port du Brusc ainsi que son plan d'affectation des postes d'amarrage,

VU l'avis du Conseil d'exploitation des régies portuaires des 27 mars 2017 et 11 décembre 2017,

VU l'avis du Conseil Portuaire du port du Brusc du 15 novembre 2018,

VU le contrat de garantie d'usage, en date du 30 septembre 2015, conclu avec Monsieur Henri Pierre pour un poste d'amarrage dans le port du Brusc,

VU le projet d'avenant de résiliation dudit contrat de garantie d'usage ci-après annexé,

CONSIDERANT que l'Autorité Portuaire, anciennement Syndicat Mixte Ports Toulon Provence, a proposé de recourir à la vente de garanties d'usage dans le cadre de la mise en œuvre du plan de financement des travaux de construction du brise clapots, de la panne de liaison et des pontons flottants liés à la panne de liaison,

CONSIDERANT que Monsieur Henri Pierre FERRET, domicilié à Six-Fours-Les Plages (83140), a bénéficié, en date du 30 septembre 2015, d'un contrat de garantie d'usage dans le port du Brusc concernant un poste d'une surface de 23,20 m² moyennant une participation financière de 55 000 € TTC pour une durée de 20 ans,

CONSIDERANT que, par courrier en date du 22 janvier 2025, Monsieur Henri Pierre FERRET, domicilié à Six-Fours-Les-Plages (83140), a demandé la résiliation de son contrat de garantie d'usage susvisé en application de ses articles 8.1 et 10,

CONSIDERANT que la Métropole TPM, Autorité Portuaire, s'engage à accéder à la demande de Monsieur Henri Pierre FERRET et à lui verser une indemnité compensatrice de 37 514,53 € TTC (trente-sept mille cinq cent quatorze euros et cinquante-trois centimes),

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer l'avenant portant résiliation du contrat de garantie d'usage conclu avec Monsieur Henri Pierre dans les conditions définies dans ledit avenant tel qu'il est annexé ci-après.

ARTICLE 2

DE DIRE que l'indemnité de 37 514,53 € TTC (trente-sept mille cinq cent quatorze euros et cinquante-trois centimes) à devoir à Monsieur Henri Pierre FERRET sera prélevé sur le budget annexe, Ports métropolitains, Section d'investissement, chapitre 13, article 13188, opération 33000 – Port du Brusc.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 28 avril 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0

**CONTRAT DE GARANTIE D'USAGE
PORT DU BRUSC**

ENTRE :

La Syndicat Mixte Ports Toulon Provence, domicilié au Phoenix - 39, Avenue de la Résistance - CS 20722 - 83052 Toulon Cedex, représenté par son Président, Robert CAVANNA, dûment habilité aux présentes en vertu des délibérations n° PTP/15/06/DGS/93 du Comité Syndical en date du 18/06/2015 et PTP/15/06/DGS/100 du Comité Syndical en date du 24/06/2015

Ci-après dénommé « l'Autorité Portuaire, gestionnaire »,

D'UNE PART,

ET

Monsieur Henri Pierre FERRET, domicilié 280, chemin des Mouries - 83140 Six-Fours-les-Plages

Ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

D'AUTRE PART.

PREAMBULE :

Il est précisé que la garantie d'usage octroie à son bénéficiaire un droit d'occupation privative du domaine public conforme au code général de la propriété des personnes publiques. Durant toute sa durée, le bénéficiaire ne dispose pas de droits réels sur l'emplacement du poste d'amarrage qui lui est accordé.

La garantie d'usage permet de bénéficier d'un droit transférable d'occupation privative, valorisable, pour une durée fixée à 20 ans, et suivant les modalités précisées ci-après, dans le respect des règles régissant la gestion de la domanialité publique.

Les parties définissent aux présentes les différentes clauses et conditions ayant pour objet de fixer les modalités selon lesquelles l'Autorité Portuaire, gestionnaire accorde une garantie d'usage au profit de personnes morales ou physiques.

CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - Objet du contrat :

L'Autorité Portuaire, gestionnaire confère au bénéficiaire une garantie d'usage portant sur un poste d'amarrage au sein du site du port du Brusac, en contrepartie des redevances fixées aux articles 4 et 5. Le site au sein duquel un poste d'amarrage sera accordé est localisé sur le plan d'affectation du port du Brusac. A poste équivalent, l'Autorité Portuaire, gestionnaire se réserve le droit d'en modifier l'emplacement.

ARTICLE 2 - Durée :

La présente garantie d'usage est accordée pour une durée de 20 années à compter de la date figurant au constat d'état des lieux valant entrée en jouissance conformément à l'article 6.5 du présent contrat

ARTICLE 3 - Caractéristiques du poste d'amarrage attribué et du navire considéré aux présentes :

Il est accordé au bénéficiaire un poste d'amarrage pouvant accueillir un navire de plaisance répondant aux caractéristiques suivantes :

Nom du bateau	N° d'immatriculation	Longueur	Largeur	Tirant d'eau	Type

Les dimensions du bateau tiennent compte de tous les équipements fixés à demeure au bateau (balcon, filières, chaise, plage arrière, panneaux solaires, moteur hors-bord fixe, bout dehors fixe, bossoirs...) et qui nécessitent un outillage spécialisé pour être démontés.

Le bénéficiaire s'engage à déclarer immédiatement au gestionnaire toute modification concernant les caractéristiques d'identification du navire.

En considération des caractéristiques ci-dessus mentionnées, l'Autorité Portuaire, gestionnaire attribue au bénéficiaire le poste d'amarrage répondant aux caractéristiques suivantes

DESCRIPTIF DU POSTE D'AMARRAGE				
Longueur maximale du plan d'eau	Largeur maximale du plan d'eau	Profondeur du bassin	Dimensions maximales du bateau pouvant être accueilli (L x l)	Emplacement (non contractuel)
8 m	2,90 m	1 m	23,20 m²	1J050

ARTICLE 4 - Participation au titre du financement des ouvrages portuaires ou participation aux travaux ;

Le bénéficiaire de la présente garantie d'usage s'engage à régler la participation d'un montant de 45 833,34 F HT, soit 55 000 € TTC (cinquante-cinq mille euros TTC) affectée au financement des ouvrages portuaires.

Cette participation est payable à la signature du contrat par chèque de banque ou par virement bancaire à l'ordre du Trésor Public.

Cette participation est liée au programme d'investissements réalisés pour la construction des ouvrages portuaires nouveaux décrit en annexe 1.

ARTICLE 5 - Frais de gestion ;

Le bénéficiaire de la garantie d'usage doit s'acquitter des frais de gestion dont le montant, pour l'année 2015, a été fixé à 20 € TTC / m².

Cette redevance est calculée et révisée chaque année, selon les tarifs et conditions d'usage des outillages publics, instruits annuellement conformément au Code des Transports.

Cette redevance sera rapportée aux dimensions du navire (longueur x largeur) indiqués à l'article 3. A défaut de navire mentionné à l'article 3, la redevance portera sur la surface du descriptif du poste d'amarrage.

Les règlements devront être opérés dans les 30 jours à compter de la date d'émission du titre de recettes transmis par le comptable assignataire de l'Autorité Portuaire, gestionnaire.

Cette redevance est exclusive de toute redevance au titre de stationnement dans le port du Brusc.

ARTICLE 6 - Obligations du bénéficiaire ;

6.1 - Dispositions générales ;

Le bénéficiaire déclare accepter les conditions et les obligations afférentes à l'occupation du poste d'amarrage, qu'il contracte en conséquence envers l'Autorité Portuaire, gestionnaire, telles qu'elles sont précisées dans le présent contrat et dans le règlement de police du port.

Le bénéficiaire est informé et accepte que l'Autorité Portuaire, gestionnaire conserve le droit d'effectuer à tout moment un contrôle des conditions d'occupation et d'utilisation du poste d'amarrage.

Le bénéficiaire ne pourra en aucun cas modifier les ouvrages portuaires dont il dispose et demeure entièrement responsable des avaries qu'il occasionnerait à ces ouvrages. Il s'engage par ailleurs à porter immédiatement à la connaissance de l'Autorité Portuaire, gestionnaire tout dommage susceptible de préjudicier au Domaine Public.

Le bénéficiaire est soumis aux règlements généraux et particuliers qui sont pris pour la police et l'exploitation du port et également aux règlements et consignes de sécurité concernant en particulier la lutte contre l'incendie et affichés à la capitainerie.

6.2 - Assurances ;

Le bénéficiaire déclare être assuré par une compagnie d'assurance réputée solvable, dont la police en langue française ou anglaise est jointe aux présentes, et il sera remis chaque année, à l'Autorité Portuaire, gestionnaire une attestation d'assurance en cours de validité à première demande.

Cette police couvrira au minimum :

Les dommages causés aux ouvrages du port,

Le renflouement et l'enlèvement du bateau en cas de naufrage dans les limites du port ou dans les chenaux d'accès. Le plafond de cette couverture devra être clairement retransmis à l'Autorité Portuaire, gestionnaire,

Les dommages causés aux tiers à l'intérieur du port.

6.3 - Vacance du poste d'amarrage :

La gestion et la location de l'emplacement momentanément non occupé par le bateau du bénéficiaire sont assurées exclusivement par l'Autorité Portuaire, gestionnaire, conformément au Code des Transports.

Le reversement des recettes perçues par l'Autorité Portuaire, gestionnaire sera effectué à hauteur de 50% TTC auprès du bénéficiaire du présent contrat, dans le courant du trimestre qui suit la période annuelle de référence.

Tous les mouvements du navire objet du présent contrat seront signalés avec un préavis de 2 heures pour les mouvements de moins de 48 heures.

Tous les mouvements du navire de plus de 48 heures seront signalés avec un préavis de 24 heures.

A défaut de signalement par le bénéficiaire des mouvements du navire, l'Autorité Portuaire, gestionnaire pourra, en cas d'absence constatée supérieure à 48 heures, considérer que sa place est vacante et il pourra donc la louer.

6.4 - Gardiennage et sécurité :

Le bénéficiaire est tenu de faire assurer le gardiennage de son bateau et de ses amarres.

Les moyens par lesquels la personne ou l'organisme assurant le gardiennage du bateau peut être contacté en cas d'urgence sont communiqués à l'Autorité Portuaire, gestionnaire.

Le bénéficiaire est informé et accepte que l'Autorité Portuaire, gestionnaire ne puisse être tenue pour responsable des dégâts, dégradations ou vols dont pourrait faire l'objet de la part de tiers, le bateau amarré au poste affecté au bénéficiaire : ce dernier est libre de se garantir contre ces risques par une assurance particulière.

De même, la responsabilité de l'Autorité Portuaire, gestionnaire ne saurait être recherchée pour tout ce qui résulterait de la faute, négligence ou imprudence du bénéficiaire ou de ses préposés, notamment en ce qui concerne l'utilisation du courant électrique délivré aux prises existant sur les quais et terre-pleins.

L'Autorité Portuaire, gestionnaire peut, à titre de mesure d'urgence, intervenir directement sur le bateau du bénéficiaire, qui l'accepte, au cas où celui-ci serait en danger par le fait de l'eau ou de l'incendie ou constituerait une menace pour les autres bateaux ou les installations portuaires.

6.5 - Etat des lieux d'entrée en jouissance :

Lors de la livraison du poste d'amarrage, le bénéficiaire constate contradictoirement avec le représentant local de l'Autorité Portuaire, gestionnaire l'état des ouvrages portuaires mis à sa disposition. Le constat d'état des lieux sera annexé aux présentes (annexe 2).

Par ailleurs, le bénéficiaire peut être tenu pour responsable des détériorations des ouvrages du port mis à sa disposition, qui apparaîtraient en cours de contrat et dont l'origine serait étrangère à l'usure et à l'érosion, que ce soit de son fait ou de toute personne physique ou morale qui lui serait liée.

En cas de location-vacance du poste d'amarrage, telle que prévue à l'article 6.3 du présent contrat, l'occupant temporaire sera tenu pour responsable des dégradations des ouvrages du port mis à sa disposition dans les mêmes conditions qu'au paragraphe précédent.

ARTICLE 7 - Obligations de l'Autorité Portuaire, gestionnaire :

L'Autorité Portuaire, gestionnaire garantit au bénéficiaire un droit d'amarrage à un emplacement conforme aux dimensions du bateau désigné à l'article 3 et assurera d'une manière générale l'entretien des équipements associés.

L'Autorité Portuaire, gestionnaire met à la disposition du bénéficiaire les organes d'amarrage adaptés aux dimensions du bateau. Le bénéficiaire installera ses amarres personnelles avants et arrière, constituées d'un cordage en bon état dont les caractéristiques mécaniques et le diamètre seront adaptés au bateau.

L'Autorité Portuaire, gestionnaire met à la disposition du bénéficiaire les ouvrages de fourniture d'eau et d'énergie électrique, conformes aux normes et règlements de sécurité en vigueur, suivants : ☒ oui ☐ non

• Prises électriques : 220 volts – 16 ampères

• Prises d'eau : oui ☒ - non ☐

ARTICLE 8 - Modalités de transfert de la garantie d'usage :

8.1 – Cession :

Le présent contrat de garantie d'usage ne peut être cédé directement. Toute cession, à quelque titre ou sous quelque modalité que ce soit, ne peut intervenir qu'après de l'Autorité Portuaire, gestionnaire qui se chargera du rachat dans les conditions prévues à l'article 10

En cas de revente du poste par l'Autorité Portuaire, gestionnaire, priorité sera donnée au propriétaire du bateau indiqué à l'article 3.

8.2 – Décès :

En cas de décès du bénéficiaire, le poste est transmissible aux héritiers. L'héritier devra justifier de sa qualité par acte notarié. En cas d'indivision, il sera désigné un seul titulaire de la garantie d'usage.

ARTICLE 9 - Interdiction de location directe :

La garantie d'usage ne peut pas faire l'objet d'une location directe de la part du bénéficiaire.

La location ne pourra se faire que dans le strict respect des conditions définies à l'article 6.3 du présent contrat

Au cas où l'Autorité Portuaire, gestionnaire constaterait que le bénéficiaire a contrevenu à l'interdiction énoncée ci-dessus, il mettra en œuvre les sanctions prévues à l'article 12 ci-dessous

ARTICLE 10 – Valeur de reprise :

La garantie d'usage peut être retirée par l'Autorité Portuaire, gestionnaire. Le bénéficiaire s'interdit tout recours contre l'Autorité Portuaire, gestionnaire dans le cas où cette dernière procéderait au retrait et/ou à la suppression partielle ou totale des ouvrages et outillages.

Dans ce cas, l'Autorité Portuaire, gestionnaire reprend la libre disposition du poste correspondant en versant au bénéficiaire une somme calculée dans les conditions ci-après à laquelle se rajoute le taux de TVA en vigueur au jour de la signature de la reprise

La valeur de cette somme hors taxes est obtenue par application de la formule suivante :

$$V = \frac{RO \times TP02(n)}{TP02(0)} \times A$$

Dans laquelle :

V = Valeur de reprise HT

RO = Montant HT de la redevance forfaitaire d'origine fixée par le contrat (article 4).

TP02 (n) = Indice Travaux publics TP02 (ouvrage d'art en site terrestre, fluvial ou maritime et fondations spéciales) au 1^{er} janvier de l'année de reprise

TP02 (0) = Indice Travaux publics TP02 au 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle a été signé le contrat.

A = Durée de validité restante du contrat à la date de reprise (en jours)

II Durée de la garantie d'usage fixée par le contrat (en jours).

Le remboursement de la valeur de reprise intervient dans les 45 jours suivant la notification de l'avenant de résiliation.

ARTICLE 11 - Fin anticipée du contrat :

L'Autorité Portuaire, gestionnaire pourra mettre fin au contrat pour des motifs d'intérêt général ou des motifs liés à l'intérêt du domaine public et ce conformément aux principes régissant la maîtrise de la domanialité publique.

La partie de la redevance forfaitaire correspondant à la perte du droit d'usage ainsi causée est, dans cette hypothèse, reversée par l'Autorité Portuaire, gestionnaire au bénéficiaire dans les mêmes conditions que celles évoquées à l'article 10 ci-dessus.

ARTICLE 12 - Résiliation :

En cas de manquement de la part du bénéficiaire aux obligations qui lui sont imposées par le présent contrat, l'Autorité Portuaire, gestionnaire peut résilier le contrat concerné, selon la procédure suivante :

Mise en demeure du bénéficiaire, par envoi recommandé avec accusé de réception, de se conformer aux dispositions du contrat dans un délai d'un mois sous peine de résiliation de droit dudit contrat.

A l'issue de ce délai, en cas de non-conformité, la place sera remise à la disposition de l'Autorité Portuaire, gestionnaire. Le bénéficiaire devra procéder, sous huitaine, à compter de l'expiration du délai de 1 mois susmentionné, à l'enlèvement du navire. A défaut, cet enlèvement sera effectué à ses frais, risques et périls.

Le remboursement par l'Autorité Portuaire, gestionnaire au bénéficiaire se fera à hauteur de 75% seulement de la valeur de reprise, calculée dans les conditions précisées à l'article 10 ci-dessus.

ARTICLE 13 - Coopération :

Les parties s'engagent, en application des articles 1134 et 1135 du Code civil, à mettre en œuvre des moyens raisonnables afin que l'exécution du contrat se déroule dans de bonnes conditions et que les liens contractuels s'adaptent à l'évolution de la demande du bénéficiaire.

ARTICLE 14 - Intégralité - Modification :

Le présent contrat exprime l'intégralité des obligations contractuelles liant les parties à la date de sa signature dans le cadre des lois et règlements applicables.

Il annule et remplace tout accord, toute disposition et toute stipulation contraire qui lui seraient antérieurs et qui concerneraient le même objet.

Le présent contrat ne peut être modifié que par un avenant écrit signé par l'ensemble des parties signataires.

ARTICLE 15 - Litiges et Clause attributive de compétence :

Les parties au présent contrat s'engagent à tout faire pour essayer de régler à l'amiable tout litige qui pourrait éventuellement naître de l'exécution du présent contrat.

Les litiges nés de l'application des présentes clauses de ce contrat relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

ARTICLE 16 - Exécution :

Le Président du Syndicat Mixte Ports Toulon Provence sera chargé de l'exécution du présent contrat qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Syndicat Mixte Ports Toulon Provence.

ARTICLE 17 - Recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours administratif devant Monsieur le Président du Syndicat Mixte Ports Toulon Provence, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 18 - Annexes :

Les annexes jointes au contrat et décrites ci-dessous, font parties intégrantes du contrat de garantie d'usage et ont valeur contractuelle. Il en est de même du préambule figurant en première page du présent contrat

Annexe 1 : Programme de travaux lié à cette garantie d'usage

Annexe 2 : Constat d'état des lieux d'entrée en jouissance

Fait à Toulon, le 30 SEP. 2015
En deux originaux,

Le bénéficiaire de la garantie d'usage,
Monsieur Henri Pierre FERRET
Lu et approuvé

Le Président du Syndicat Mixte Ports Toulon Provence,
Robert CAVANNA



ANNEXE 1

**PROGRAMME DE TRAVAUX LIÉ À CETTE GARANTIE D'USAGE
(Prévisionnel)**

Intitulés	Montants	Date prévisionnelle
- Brise clapots	673 495,07 € HT	2015/16
- panne de liaison	576 458,61 € HT	2016
- Pontons flottants liés à la panne de liaison	465 051,75 € HT	2016/17

PORTS **TOULON** PROVENCE

ANNEXE 2 AU CONTRAT DE GARANTIE D'USAGE - PORT DU BRUSC

ETAT DES LIEUX D'ENTREE EN JOUISSANCE

Bénéficiaire *M. Jean Louis PERRET*

Situation du Poste

Emplacement *T 650*

Quantité d'eau admissible du poste *1 m³*

Type d'ouvrage portuaire:

☒ Quai

☐ Appontement

☐ Enrochement

☐ Ponton flottant sur corps mort

Etat de l'ouvrage portuaire :

☐ Neuf

☐ Très bon état

☒ Etat normal de fonctionnement

Fourniture de fluides :

☒ Borne électricité

☒ Borne eau

Commentaires particuliers :

Fait à Six-Fours-les-Plages
En deux originaux

Le *30 09 2017*

Pour le Bénéficiaire

Pour l'Autorité Portuaire
Kamel CHIHAI
Maire du port du Brusc

Henri-Pierre Ferret
280 Chemin de Mouries
83140 Six Fours les Plages



Monsieur le Capitaine du Port du Brusc
83140 Six Fours les Plages

Six Fours les Plages, le 22 Janvier 2025

Monsieur,

Par la présente, je sollicite auprès de l'Autorité Portuaire la résiliation de mon contrat de Garantie d'Usage du Port du Brusc signé le 30 Septembre 2015 (copie en annexe).

Cette demande fait suite à la vente du voilier First 24 dont j'étais co-proprétaire, vente effectuée le 18 Janvier 2025 dernier à 10 heures (copie de l'acte de vente en annexe).

Les nouveaux propriétaires ont transféré le bateau dans un autre port où ils bénéficient d'une place.

Restant à votre disposition si vous souhaitez obtenir un complément d'information, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma sincère considération.

Henri-Pierre Ferret

Annexes :

- Acte de vente
- Contrat de Garantie d'Usage
- Relevé d'identité bancaire

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

Ce relevé est destiné à tout organisme souhaitant connaître vos références bancaires pour domicilier des virements ou des prélèvements sur votre compte



CR NORD DE FRANCE
AGENCE DE BRUAY-GARE
Tel. 0320003000 Fax. 0321627722

16/08/2019
00229

Intitulé du compte

MR MME FERRET FOUBERT
HENRI
280 CHEMIN DE MOURIES
83140 SIX FOURS LES PLAGES

Domiciliation

Code banque
16706

Code guichet
00229

Numéro de compte
05427711000

Clé RIB
86

IBAN

FR76 1670 6002 2905 4277 1100 086

Code BIC (Bank identification code) - code SWIFT

AGRIFRPP867

RESILIATION D'UN CONTRAT DE GARANTIE D'USAGE

CALCUL INDEMNITE DE RESILIATION

DATE DE RESILIATION
DUREE DU CONTRAT (en années)

22/01/2025
20
30/09/2015
29/09/2035

DATE D'ACQUISITION
DATE D'EXPIRATION

PRIX D'ACHAT H.T cf article 10
Indice TP02 au 1er janvier de l'année de Résiliation
Indice TP02 au 1er janvier de l'année de signature contrat

45 833,34
135,1
105,8

MONTANT DE L'INDEMNITE DE RESILIATION H.T
TVA 20%
MONTANT DE L'INDEMNITE DE RESILIATION T.T.C

31 262,11 €
6 252,42 €
37 514,53 €

Nom du Bénéficiaire
FERRET

nbre jours total du contrat
nombre d'années du contrat
nombre jours restant au contrat
nbre jours restant/nbre jours total

7305
20
3902
0,5342

**Avenant de Résiliation
du contrat de garantie d'usage
accordé à Monsieur FERRET Henri-Pierre
port du Brusc – Commune de Six-Fours-les-Plages**

ENTRE :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée Hôtel de la Métropole – 107, bd Henri Fabre - CS 30536 – 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Jean Pierre GIRAN, dûment habilité aux présentes en vertu de la décision du Bureau Métropolitain n°

Ci-après dénommée « **l'Autorité Portuaire** »,

D'UNE PART,

ET

Monsieur Henri-Pierre FERRET, domicilié 280 Chemin de Mouries. 83140 SIX FOURS LES PLAGES

Ci-après dénommée « **le Bénéficiaire** »,

D'AUTRE PART.

PREAMBULE :

En date du 30 Septembre 2015, l'Autorité Portuaire (anciennement Syndicat Mixte Ports Toulon Provence) a accordé à Monsieur Henri-Pierre FERRET un contrat de garantie d'usage dans le port du Brusc (commune de Six-Fours-les-Plages)

Ce contrat porte sur un poste d'amarrage d'une surface de 23.20 m² (8 x 2.90 m) consenti moyennant une participation financière de 55 000 € TTC pour une durée de 20 ans.

Monsieur Henri-Pierre FERRET souhaite résilier ce contrat de garantie d'usage conformément aux articles 8.1 et 10 du contrat précité.

CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 :

Le contrat de garantie d'usage de Monsieur Henri-Pierre FERRET, délivré le 30 Septembre 2015 dans le port du Brusc est résilié à compter de la date de notification du présent avenant.

ARTICLE 2 :

Monsieur Henri-Pierre FERRET s'engage à libérer le poste mis à disposition par le contrat de garantie d'usage à compter de la date de notification du présent avenant.

ARTICLE 3 :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à reverser à Monsieur Henri-Pierre FERRET la somme de **37 514.53 € TTC** (trente-sept mille cinq cent quatorze euros et cinquante-trois centimes) dont le calcul est rappelé ci-dessous et conformément à la feuille de calcul récapitulative dénommée « résiliation de contrat de garantie d'usage » ci-jointe :

$$V = \frac{Ro \times \frac{TP\ 02\ (n)}{TP\ 02\ (0)} \times \frac{A}{N}}$$

V = valeur de reprise

Ro = montant de la redevance forfaitaire d'origine fixée par le présent contrat (article 4), soit 55 000 € TTC.

TP 02 (n) = indice Travaux Publics TP 02 au 1^{er} janvier de l'année de reprise, soit 135.1

TP 02 (0) = indice Travaux Publics TP 02 au 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle a été signé le contrat, soit 105.8

A = durée de validité restante à la date de reprise (en jours), soit 3902.

N = durée de la garantie d'usage fixée par le contrat (en jours), soit 7 305.

ARTICLE 4 :

Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sera chargé de l'exécution du présent avenant qui sera publié au recueil des actes administratifs.

ARTICLE 5 :

Le présent avenant peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Toulon, le

Le Bénéficiaire

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Henri Pierre FERRET

Jean Pierre GIRAN

